

Une ICE (Initiative citoyenne européenne) pour un avenir sans surveillance biométrique de masse.

Alors que la Commission européenne prépare de nouveaux textes sur l'intelligence artificielle, un nombre croissant d'organisations de défense des droits humains face aux enjeux du numérique, conduite par European Digital Rights (EDRi), alerte contre les dangers de la surveillance biométrique de masse sur nos libertés. La coalition « Reclaim Your Face » demande l'interdiction des utilisations liberticides de l'intelligence artificielle, au premier rang desquelles la surveillance biométrique de masse, en lançant une initiative citoyenne européenne (ICE). L'ICE est un outil unique que l'UE met à la disposition des citoyen·nes européen·nes pour demander collectivement de nouveaux cadres législatifs.

Les données biométriques caractérisent notre corps et nos comportements, elles contiennent des informations sensibles sur notre identité. Par exemple, nos visages, que la reconnaissance faciale utilise afin de faire des prédictions ou des évaluations à notre sujet, mais aussi nos yeux, nos veines, nos voix, la façon dont nous marchons ou tapons sur un clavier, et bien plus encore.

Les gouvernements, les forces de police et les entreprises utilisent des dispositifs d'enregistrement (comme la vidéosurveillance) et des logiciels de reconnaissance faciale pour collecter ces données biométriques. Ils nous suivent en utilisant ces caractéristiques uniques afin d'identifier chacun·e d'entre nous de façon permanente. La collecte généralisée des données biométriques de chaque personne dans les espaces publics — rues, parcs, gares ou magasins —, quand nous sommes simplement en train de vivre, est une surveillance biométrique de masse.

Le traitement de toute donnée biométrique est déjà interdit dans l'UE. Toutefois, la législation européenne autorise de nombreuses exceptions très problématiques à cette interdiction d'ordre général. De puissants acteurs profitent de cette confusion juridique pour introduire, en dehors de tout contrôle démocratique, ces technologies nocives et liberticides dans nos espaces publics, avec pour conséquence de nous déshumaniser en nous traitant comme des codes-barres ambulants.

"Les Européen·nes ont une histoire fière et diversifiée de lutte contre l'injustice : la lutte pour le suffrage universel, le mouvement des travailleurs Solidarność (Solidarité), et bien d'autres luttes. Aujourd'hui, nous lançons une pétition 'un million de personnes pour demander à l'Union européenne de protéger tout le monde contre les méfaits de la reconnaissance faciale et d'autres formes de surveillance biométrique de masse. La campagne "Reclaim Your Face" vise à se battre pour un avenir où les gens pourront vivre, s'exprimer, penser et s'organiser librement sans crainte." Ella Jakubowska - EDRi

La coalition a déjà accumulé des preuves d'abus vastes et systémiques des données biométriques des personnes à travers l'Europe et contesté, parfois avec succès, de tels déploiements. Les autorités serbes surveillent la population dans les rues de Belgrade. Les autorités italiennes ont ciblé les communautés de migrant·es avec des systèmes de surveillance biométrique dans la ville de Côme, et bien que la pratique ait été déclarée illégale, elles essaient de l'introduire dans d'autres villes. En Grèce, les autorités enquêtent sur l'utilisation de la surveillance biométrique lors des contrôles de police. En France, la société civile conteste devant les tribunaux l'utilisation de la surveillance biométrique de masse aux entrées des lycées et contre les manifestant·es. Aux Pays-Bas, [les autorités ont critiqué](#) la surveillance biométrique de masse dans les supermarchés. La coalition "Reclaim Your Face" a joué un rôle essentiel dans ces enquêtes. Par exemple, Homo Digitalis a déclenché des enquêtes sur la protection des données en Grèce et Bits of Freedom a soutenu les déclarations des autorités nationales contre la surveillance biométrique de masse aux Pays-Bas. Cependant, il est devenu évident que nous devons agir sur ce sujet de manière unie, à l'échelle européenne.

Cette ICE représente la voix de celles et ceux qui s'opposent à un avenir dystopique dicté par des algorithmes, qui veulent un avenir dans lequel nous faisons nos choix, dans lequel nos corps nous

appartiennent, dans lequel nous ne sommes pas discriminé·es sur la base de notre apparence, de notre patrimoine ou de nos origines, un avenir sous le signe de l'équité et de la justice.

Pour réussir pleinement, cette ICE doit recueillir 1 million de signatures dans au moins 7 pays de l'UE d'ici un an. Ce palier obligera la Commission européenne à répondre à notre demande formelle d'une nouvelle loi et à ouvrir un débat au sein du Parlement européen.

C'est une occasion vraiment importante pour tous les ressortissants de l'UE de réclamer une loi qui les protège en interdisant les pratiques de surveillance biométrique dans l'espace public. Cette interdiction est le seul de prévenir les atteintes qui découlent de l'identification et de l'évaluation des personnes sur la base de leur visage, de leur corps, de leurs traits et de leur comportement.

Les citoyen·nes européen·nes ont une chance historique de mettre fin à ces menaces avant que la surveillance biométrique de masse ne devienne permanente dans notre société.